La communication humanitaire du gouvernement camerounais dans la gestion de la crise anglophone depuis 2016 : fondements, instruments et pratiques

Marthe Aurellie Ngono Zintchem

Université de Yaoundé II
Institut des Relations Internationales du Cameroun
martheaurelliez@gmail.com

DOI: 10.29322/IJSRP.12.08.2022.p12821
http://dx.doi.org/10.29322/IJSRP.12.08.2022.p12821

Paper Received Date: 13th July 2022
Paper Acceptance Date: 29th July 2022
Paper Publication Date: 6th August 2022

Résumé

Depuis 2016, le Cameroun tente de contenir et de gérer une profonde crise politique et sécuritaire dans ses Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Cette crise est fondée sur des revendications d'un autonomisme identitaire porté par des groupuscules armés, disséminés dans les forêts et se réclamant d'un état sous le label de la République d'Ambazonie, avec pour chef de file Sissiku AYUK TABE. Sa traduction matérielle est souvent faite de kidnappings, de destruction de biens et édifices publics, d'attentats ou encore d'assassinats de civils et militaires. Les conséquences humanitaires se déclinent entre autres, en déplacements forcés des populations, exactions diverses, destruction d'infrastructures hospitalières, destruction de marchés, rupture des services publics. Notre réflexion a porté sur la gestion de cette crise humanitaire par le gouvernement camerounais à travers un questionnement qui vise à expliciter la philosophie globale qui guide l'action publique humanitaire du Cameroun, d'en interpréter les logiques et d'en dégager les implications dans la gestion des rapports de force sur le terrain. Il en ressort que la crise anglophone a résolument engagé les autorités à « changer » leur logiciel d'action publique, en remettant en avant les volets humanitaires et sociaux de leurs interventions. Dans le même temps, le discours humanitaire du Cameroun, en utilisant les supports habituellement dédiés à la propagande gouvernementale et à la campagne politique du chef de l'État, a permis aux gouvernés de « redevenir » la finitude de l'action publique. À travers une stratégie de communication qui a mêlé médias classiques et nouveaux utilisant les technologies du numérique, l'humanitaire a permis de flexibiliser sa centralité communicationnelle pour rejoindre les espaces de communication plus usités du grand public comme les réseaux socio-numériques. Le cas camerounais suscite une réflexion théorique plus sérieuse sur les dynamiques de l'action humanitaire aujourd'hui. Un travail de déconstruction permettrait d'enrichir la réflexion sur les pratiques humanitaires, et de mieux objectiver les notions de l'humanitaire gouvernemental, la diplomatie humanitaire et la souveraineté humanitaire.

Mots-clés : Communication humanitaire, gestion, crise anglophone, Cameroun

Abstract

Since 2016, Cameroon has been trying to contain and manage a deep political and security crisis in its Northwest and Southwest Regions. This crisis is based on the claims of an autonomous identity carried by armed groups, scattered in the forests and claiming to be a state under the label of the Republic of Ambazonia, with Sissiku AYUK TABE as leader. The material consequences of this are often kidnappings, destruction of property and public buildings, attacks and assassinations of civilians and soldiers. The humanitarian consequences include forced displacement of populations, various exactions, destruction of hospital infrastructures, destruction of markets, and disruption of public services. Our reflection focused on the management of this humanitarian crisis by the Cameroonian government through a questioning process that aims to clarify the overall philosophy that guides Cameroon's public humanitarian action, to interpret its logic and to draw out its implications in the management of power relations on the ground. It shows that the Anglophone crisis has resolutely committed the authorities to "change" their public action software, by re-emphasizing the humanitarian and social aspects of their interventions. At the same time, Cameroon's humanitarian discourse, using the

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

media usually dedicated to government propaganda and the political campaign of the head of state, has allowed the governed to "reclaim" the finitude of public action. Through a communication strategy that mixed traditional and new media using digital technologies, humanitarianism has made its communicational centrality more flexible to reach the communication spaces more used by the general public, such as the social-digital networks. The case of Cameroon calls for a more serious theoretical reflection on the dynamics of humanitarian action today. The deconstruction of humanitarian practices would enrich the reflection on humanitarian practices and would allow for a better objectification of the notions of governmental humanitarianism, humanitarian diplomacy and humanitarian sovereignty.
Key words : Humanitarian communication, management, Anglophone crisis, Cameroon

L'État du Cameroun, depuis 2016, tente de contenir et de gérer une profonde crise politique et sécuritaire dans ses Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Cette crise, autrement baptisée « crise anglophone »[1], est largement fondée sur des revendications d'un autonomisme identitaire porté par des groupuscules armés, disséminés dans les forêts, et fortement soutenus par des forces financières et idéologiques majoritairement établies en Occident. Sa traduction matérielle est souvent faite de *kidnappings*, de destruction de biens et édifices publics, d'attentats ou encore d'assassinats de civils et militaires. Initialement partie d'une série de revendications corporatistes [1], notamment des Avocats et Enseignants de culture anglophone[2], cette crise s'est lentement transformée en une opportunité de revendication sécessionniste, sous le label de la République d'*Ambazonie*, avec pour chef de file Sissiku AYUK TABE, qui sera rapidement arrêté, jugé et condamné pour « terrorisme » et « sécession » à la prison à vie, peine qu'il continue d'exécuter à Yaoundé.

Si son arrestation n'a véritablement pas permis de sortir de la crise, elle n'a pas non plus entamé la détermination du gouvernement à continuer d'être présent auprès des populations, désormais coincées dans les zones de crise, avec les conséquences humanitaires que cela entraine : déplacements forcés des populations, exactions diverses, destruction d'infrastructures hospitalières, destruction de marchés, rupture des services publics, *etc*. L'on fait désormais face à une véritable crise humanitaire dont la gestion et la mise sur agenda public révèlent la difficulté pour l'État du Cameroun à en structurer une politique de gestion inclusive et efficace, surtout lorsque l'on l'insère le contexte de crispation politique qui a suivi les élections présidentielles d'octobre 2018.

De là, sans forcément s'attarder sur une analyse sociopolitiste de cette crise, notre réflexion choisit de s'intéresser davantage à la philosophie communicationnelle qui a guidé l'action « humanitaire » du gouvernement camerounais dans le management des effets de cette crise. Le questionnement est le suivant : quelle lecture peut-on faire du discours humanitaire du gouvernement camerounais dans sa gestion de la crise sécessionniste dans les Régions du Nord-ouest et Sud-ouest ? Quelle est la philosophie qui encadre l'élaboration du discours humanitaire du gouvernement et quels sont les outils et stratégies de communication

[1] Les deux régions sont sociologiquement connues comme des « régions anglophones », en raison de ce qu'elles sont le fruit culturel et territorial de ce qui était, pendant la tutelle internationale sur le Cameroun, le « *Southern British Cameroon* ». C'est l'explication du mot « crise anglophone » qu'on applique à cette situation.
[2] Les deux corps de métiers se sont regroupés sous une organisation appelée *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (CASC).

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

utilisés pour la circonstance ? Ce questionnement vise à expliciter la philosophie globale qui guide l'action publique humanitaire du Cameroun, d'en interpréter les logiques et d'en dégager les implications dans la gestion des rapports de force sur le terrain.

Bien avant de traiter concrètement de notre questionnement, il semble utile de commencer par une analyse théorique sur la notion même de « communication humanitaire » lorsqu'on parle de l'action d'un gouvernement vis-à-vis de sa propre population, en rappelant que l'humanitaire a toujours été le fait d'acteurs privés. Ensuite, la réflexion visera à expliciter les piliers et principes qui structurent le discours humanitaire du gouvernement dans la gestion de cette crise. Enfin, nous terminerons par faire une lumière sur le dispositif et les outils utilisés par le gouvernement pour opérationnaliser sa stratégie de communication humanitaire dans ces deux régions.

I. Ce que la « communication humanitaire » veut dire en matière d'action publique

La communication et l'humanitaire sont des champs d'action très liés. En effet, la communication représente « un discours sur une action, une mise en scène et une narration de l'action et des acteurs » [2]. C'est à l'aide de la communication que l'on « rend compte » de l'action humanitaire sur le terrain. Son intérêt pour l'humanitaire est précisément de favoriser l'information et la sensibilisation sur les situations d'urgence humanitaire, de contribuer à la mobilisation de fonds et de tracer une perspective sur l'avenir des victimes [3]. La communication permet aussi d'informer les donateurs sur l'utilisation de leurs dons, et donne sens aux urgences à tenir. *In fine*, la communication humanitaire peut être envisagée comme un ensemble de techniques, stratégies et dispositifs mobilisés par des acteurs précis pour sensibiliser, alerter et informer un public-cible sur des situations d'urgence humanitaire qui nécessitent la mobilisation de secours d'urgence ou de la solidarité internationale. Elle met en rapport des acteurs de la solidarité internationale et des secours d'urgence (tels que les organisations non-gouvernementales-ONG), des situations de détresse et des bailleurs de fonds éventuellement sensibles aux causes humanitaires en jeu.

Prise dans ce sens, la communication humanitaire est fondamentalement une activité d'acteurs non étatiques, principalement les Organisations non-gouvernementales (ONG), dont la vocation première est le secours et la solidarité. Et pourtant, la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest du Cameroun depuis octobre 2016 nous permet d'étendre l'usage de cette notion à l'action du gouvernement, puisque l'on y a noté une véritable mobilisation de stratégies et instruments destinés à alerter et à expliquer les modalités d'intervention du gouvernement en matière d'assistance des victimes de la crise sécessionniste. Ainsi, au-delà des débats sur la dimension privée de l'action humanitaire, il est important de se demander si un gouvernement est légitime à utiliser le registre de « l'humanitaire » pour qualifier son action en direction de sa propre population.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

En répondant par l'affirmative dans le cas de l'action du gouvernement camerounais dans la crise sécessionniste dans les deux rgions en étude ici, il nous semble pertinent de dire justement qu'en l'espèce, il s'agit d'une action publique à part entière. Pour cela, nous faisons le pari de considérer d'abord que la situation humanitaire dans ces deux régions a révélé une pratique spéciale de l'humanitaire [4], qui place au centre de l'action les autorités gouvernementales, en particulier le ministre de l'administration territoriale (MINAT), les gouverneurs, préfets et sous-préfets des deux régions concernées. Ces autorités se sont révélées être désormais les véritables relais d'un discours humanitaire entièrement pensé et élaboré depuis la capitale politique, Yaoundé, et destiné à pérenniser l'unité de l'État du Cameroun et sa disponibilité à porter secours aux populations civiles victimes des atrocités des terroristes sécessionnistes d'obédience *ambazonienne*. Cela a donc contribué à transformer la perception populaire de l'administration publique, désormais vue comme « acteur de l'humanitaire »[3] en tant que tel, et non plus seulement comme porteuse d'une logique de « puissance publique »[5][4].

Contrairement à la lecture classique qui a souvent nié aux États, et même parfois aux agences publiques internationales toute immixtion dans « l'espace humanitaire »[6][5], l'État du Cameroun a réussi à forger un discours de conciliation entre son action souveraine de bien-être à sa population et l'action humanitaire, prise dans son sens strictement technique. Ce choix permet de remettre en cause l'exclusivité de la légitimité qui a souvent été reconnue aux organisations non gouvernementales en matière humanitaire, et qui a souvent opposé cette dernière à l'État [7]. Ainsi, dans le cas du Cameroun, l'évolution récente des enjeux humanitaires, et les interactions avec la souveraineté, ont amené le gouvernement à revendiquer des « politiques humanitaires »[6] sur leurs propres territoires, en encadrant parfois cela d'une législation spéciale. L'enjeu est dès lors de déconstruire l'idée d'humanitaire, en tentant de la sortir de son assignation originelle et ONGiste, pour s'intéresser aux finalités de l'action portée par un acteur quelconque et les circonstances dans lesquelles il intervient [8]. Bien évidemment, la question habituelle des valeurs de l'humanitaire va se poser théoriquement, puisque le gouvernement est partie prenante au conflit et a des intérêts précis à défendre.

II. Piliers et principes de la communication humanitaire du gouvernement camerounais dans la crise sécessionniste dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest

[3] Le gouvernement a d'ailleurs adopté un plan d'intervention sur la crise qu'il a précisément nommé « Plan d'assistance humanitaire d'urgence pour les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ». Voir le document complet en annexe de ce mémoire.

[4] La notion de « puissance publique » est un concept du Droit administratif, objectivée par Maurice Hauriou, pour indiquer le caractère exorbitant de l'autorité étatique et gouvernementale, notamment dans la capacité à mobiliser les moyens de contrainte pour faire respecter les lois aux citoyens.

[5] Par « espace humanitaire », il faut entendre « la reconnaissance aux acteurs de l'aide d'une dimension symbolique, déconnectée des enjeux du conflit (bien qu'en interaction avec lui), autonome, obéissant à un certain nombre de normes juridiques et de principes, afin d'assurer respect et protection aux victimes des crises réponses ? »,

[6] Le gouvernement a élaboré un Plan d'assistance humanitaire spécialement appliqué à ces deux régions.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Le gouvernement camerounais s'est appuyé sur un nombre varié de piliers et d'instruments qui sont à la fois idéologiques, normatifs et opérationnels ; et qui servent de matrice idéologique d'orientation et de détermination de sa posture discursive en matière humanitaire. Leur croisement a permis de structurer une démarche communicationnelle qui fait la synthèse entre le positionnement politique des autorités en place, leur choix axiologique par rapport à la sécurité des citoyens victimes de la crise dans ces régions et les intérêts collectifs de l'ensemble des Camerounais.

II.1. Les piliers fondamentaux d'orientation de la communication humanitaire du gouvernement camerounais dans la gestion de la crise anglophone

Les piliers fondamentaux qui orientent la communication humanitaire du gouvernement camerounais dans la gestion de la crise anglophone peuvent se subdiviser en deux grandes catégories : les piliers idéologiques et les piliers axiologiques.

II.1.1. Le positionnement idéologique du gouvernement camerounais

Dans le premier cas, l'on fait référence à l'idée que la politique humanitaire de l'État du Cameroun est guidée par une doctrine politique qui irrigue l'ensemble de ses politiques publiques depuis l'indépendance [9]. Principalement, il s'agit des principes d'unité nationale et d'indivisibilité du territoire camerounais, et du principe d'un pilotage centraliste et hégémonique de la politique de sécurité publique.

En effet, les principes d'unité nationale et d'indivisibilité du territoire font partie des éléments d'orientation stratégique de l'action publique au Cameroun. Tous les deux sont la traduction d'une volonté politique de maintenir le Cameroun tel qu'il est apparu au moment de l'indépendance, et surtout de la Réunification de 1961, étant donné que sa situation territoriale actuelle avait fait l'objet de plusieurs cycles de négociations avant et après l'indépendance [10]. Ainsi, l'idée de maintenir l'unité nationale et l'indivisibilité du territoire faisait écho au principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, tel que posé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963. Ces principes sont d'ailleurs repris par la constitution camerounaise de 1996, en son préambule.

Ainsi, lorsque les sécessionnistes engagent un projet de création de l'État qu'ils ont baptisé « République fédérale d'Ambazonie », ils servent un argument politique irréfutable à l'État du Cameroun, qui est celui de la défense de l'unité nationale contre la sécession. Dans ce sens, le discours politique camerounais va se servir de la tentative de division du territoire camerounais pour susciter une répulsion et un désaveu populaires du projet sécessionniste. La mobilisation des forces de défense et de sécurité camerounaises est à cet égard justifiée par un impératif républicain d'éviter une rupture dans la fourniture des biens sécuritaires à

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

la population, notamment en évitant que l'on aboutisse à un triomphe des groupes armés sécessionnistes dans la gestion de l'ordre et de la sécurité dans ces régions. C'est d'ailleurs ce que met en évidence le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune* dans sa publication que nous reprenons en image ici pour illustrer (voir image ci-dessous).

Revamping Tourism Sector

Gov't Provides FCFA 1.7 Billion

A circular signed by the Minister of State, Minister of Tourism and Leisure clearly defines the modalities for accessing the State support. This is to bail out the sector hardest hit by the Covid-19 pandemic. p.9

Cameroon tribune

Tuesday/Mardi

400 FCFA

Sécurité dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest

Une armée qui rassure

Grâce à des opérations successives de libération de civils pris en otages par des combattants séparatistes, menées avec succès ces derniers jours, les forces de défense réaffirment par les faits que leur présence dans les deux régions vise d'abord à protéger les populations et leurs biens. pp.2-3

Commerce des vivres

Sur les traces des « bayam-sellam »

Plusieurs femmes vont à l'assaut des marchés avant le lever du jour. Munies de leurs cargaisons de tubercules, fruits et légumes, les productrices venues des zones rurales proposent le fruit de leur travail aux commerçants des marchés de Yaoundé. pp.12-13

Illicit Possession of Arms

Focus On Strict Regulation

Cameroon launched the Amnesty Month in the country yesterday October 19, 2020, and the event was presided at by External Relations Minister, Mbella Mbella. The objective of the initiative is to silence the guns, end conflicts on the continent and promote peace. p.3

Ballon d'or Dream Team

Les confidences de Thomas Nkono

Nommé parmi les 10 meilleurs gardiens de tous les temps par le magazine France Football, l'ancien gardien des Lions Indomptables parle de ses chances et de ses projets. pp.30-31

Image : Première de couverture de *Cameroon Tribune* du mardi 20 octobre 2020. Source : https://www.cameroon-tribune.cm/bibliotheque2.html/601/fr.html/archives-ct#.

Quant au pilotage centraliste et hégémonique de l'action humanitaire, il faut rappeler que dès son institutionnalisation en 1960, l'État du Cameroun a toujours fait du secteur de la sécurité et de la défense un domaine régalien, exclusivement réservé à la compétence du Chef de l'État. Le but a toujours été de « maximiser le centre politique sur la périphérie » [11]. Cela signifie que c'est de la capitale que toute la politique de sécurité et de défense est élaborée, programmée et pilotée, sans possibilité de décentralisation. Ainsi, dans des situations de crise sociopolitique comme celle que l'on vit dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest depuis 2016, c'est de Yaoundé qu'est définie la stratégie d'intervention de l'armée pour affronter les groupes armés sécessionnistes et rétablir l'ordre public. Celle-ci est élaboré au travers par des Conseils de

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

défense et Conseil National de Sécurité dont le Ministre actuel d'administration territorial Mr ATANGA NJI est secrétaire et qui sont présidé par le Présidés par le Chef de l'Etat.

Dans ce sens, les victimes des affrontements entre les groupes armés et l'armée républicaine sont directement prises en charge par le ministère de la défense ou celui de l'Administration territoriale où il existe des services spécialisés sur les questions humanitaires[7]. L'idée centrale, comme l'a soutenu le ministre camerounais de la communication de l'époque, Issa Tchiroma Bakary, est de « mobiliser tous les moyens nécessaires pour maintenir la présence de l'État, et continuer à pourvoir aux besoins élémentaires des populations dans ces deux régions ». Il s'agit donc de tenir la situation sous contrôle, afin de maintenir la continuité de l'État là-bas, par un savant équilibre entre sa posture souverainiste et la réponse aux urgences humanitaires issues de cette crise. Le secteur de l'éducation nous a offert un bel exemple dans ce sens, comme le montre cette image d'un soldat du Bataillon d'intervention rapide (BIR) dispensant des enseignements dans un établissement secondaire du Nord-ouest, en remplacement d'enseignants absents du fait de la crise, question d'empêcher la rupture prolongée des enseignements dans la localité.

Image 3 : Un soldat du BIR dispense des cours dans un établissement secondaire du Nord-ouest, janvier 2017

II.1.2. Le positionnement axiologique du gouvernement camerounais

La communication humanitaire du gouvernement est aussi portée par un positionnement axiologique et éthique bien déterminé. Il s'agit d'un attachement du gouvernement aux valeurs et principes qu'il estime être au fondement de sa gouvernance, et qui se retrouve clairement disposés dans la constitution et les lois subséquentes. On peut les regrouper sous l'appellation « valeurs démocratiques », avec la richesse du contenu qu'on peut y retrouver.

En premier lieu, l'État camerounais a mis en avant la défense des libertés politiques et économiques pour justifier sa démarche de soutien aux populations civiles des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Cela

[7] Il y a particulièrement la Direction de la protection civile du ministère de l'administration territoriale.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

faisait écho aux assassinats et au climat de terreur imposé par les groupes armés sécessionnistes dans ces régions. Par ailleurs, il était question pour le gouvernement camerounais de marquer son soutien au relèvement des entreprises privées et parapubliques détruites par ces mêmes rebelles, avec les nombreuses pertes d'emplois et pertes fiscales que cela a entrainées. La liberté de se mouvoir, le droit à la sécurité, la liberté d'entreprendre et le droit au travail ont donc permis à l'État de justifier son engagement à affronter les rebelles sécessionnistes et à limiter leur parcours de guerre et de soumission de la population. Raison pour laquelle le gouvernement a engagé un vaste programme de soutien aux entreprises affectées (à travers la défiscalisation et des remises d'impôts) par la crise, et à un déploiement massif d'enseignants et agents de maintien de l'ordre pour éviter toute discontinuité dans la fourniture des biens de première nécessité tels que l'école, la santé, les biens alimentaires et la possibilité d'aller et venir.

En deuxième lieu, le gouvernement a fondé son discours humanitaire sur le respect de l'État de droit. Ce recours à l'État de droit a été une astuce pour réinscrire la situation humanitaire dans le cadre de la vie ordinaire de l'État, de manière à soumettre les auteurs des atrocités à la justice étatique et reprendre la main sur la gestion de la situation. L'objectif de la mobilisation de la justice pour définir la communication humanitaire ici était d'agir sur la psychologie des masses, en maintenant l'idée que l'Etat du Cameroun a des institutions qui fonctionnent et que sa justice ne saurait tolérer des individus soupçonnés de crimes contre son territoire et sa population. D'ailleurs, les condamnations à vie ou à de lourdes peines d'emprisonnement des principaux *leaders* de la cause sécessionniste a validé l'hypothèse que l'Etat camerounais est peu disposé à « négocier » avec des personnes qui ne respectent pas les droits fondamentaux de ses citoyens et son intégrité territoriale. En cela, leur condamnation par la justice camerounaise, qui est « une bonne nouvelle pour le Cameroun »[8], montre qu'ils sont tout autant soumis à la loi camerounaise que tous les autres citoyens camerounais, sans aucune particularité fondée ni sur l'histoire, ni sur la langue, encore moins sur la culture comme ils ont tenté d'expliquer et de justifier leur recours aux armes.

En troisième lieu, le gouvernement camerounais a fondé son discours humanitaire sur le privilège d'un monopole de violence légitime. En cela, il a tôt fait de ranger l'usage des armes par les sécessionnistes d'un acte de défiance républicaine et d'une provocation à l'endroit des autorités centrales de l'armée, seules habilitées à détenir et user des armes pour l'intérêt collectif. Ceci étant, la posture d'assistance humanitaire du Cameroun s'est alimentée d'un appel officiel de l'Etat camerounais à voir les sécessionnistes « déposer les armes et à retrouver le droit chemin »[9], avec la possibilité de rejoindre un programme spécial de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR)[10]. C'est que, pour le gouvernement camerounais, la détention et l'usage

[8] Extrait de l'intervention télévisuelle d'Abel Elimbi Lobe, le 20 aout 2019 dans l'émission *Cartes sur Table* sur la chaine de télévision STV.
[9] Extrait du discours du président Paul Biya, à l'occasion de la prestation de serment pour son septième mandat le 06 novembre 2018.
[10] C'est le 30 novembre 2018 que le président Biya a créé, par décret, le Comité national de désarmement, démobilisation et réintégration (CNDDR).

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

d'armes sont une exclusivité de ses compétences, et toute violation de cette exclusivité expose les auteurs à une répression armée et des poursuites judiciaires. Cette démarche était destinée à renforcer la légitimité de l'Etat et de son armée auprès des populations civiles. Elle s'est d'ailleurs accompagnée de nombreux programmes et projets d'assistance humanitaire (voir exemple avec les images ci-après) et de soutien aux populations victimes des actes de violence commis par les rebelles sécessionnistes d'obédience *ambazonienne*.

Image : La ministre de l'administration territoriale, Paul Atanga Nji. Distribution de l'assistance humanitaire du gouvernement à Bamenda, mars 2020. **Source :** https://actucameroun.com/2020/03/15/crise-anglophone-laide-humanitaire-du-gouvernement-attendue/.

Image : Photo d'un stock de matériels de l'assistance humanitaire du gouvernement camerounais en direction des déplacés de la crise anglophone. **Source** : https://actucameroun.com/2020/03/15/crise-anglophone-laide-humanitaire-du-gouvernement-attendue/.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

III. Dispositifs et instruments d'action mobilisés

Pour matérialiser sa politique de communication humanitaire, le gouvernement camerounais a eu recours à un dispositif normatif et institutionnel assez précis. De même, il a utilisé de nombreux instruments de communication, constitués essentiellement de médias, dans leur diversité, et de plateformes de communication digitale. La combinaison de ces deux catégories d'instruments a permis au gouvernement de mettre à profit les différents espaces d'information et de diffusion de messages de façon à atteindre le plus large public.

III.1. Le dispositif normatif et institutionnel

Notre analyse va distinguer le dispositif normatif de celui institutionnel pour comprendre l'opérationnalisation de la communication humanitaire de l'État camerounais dans la gestion de la crise anglophone.

Dans le premier cas, nous avons d'une part les règles juridiques internes au Cameroun, celles-là qui émanent du droit positif camerounais et qui assurent à la population civile protection et sécurité à tous égards. D'autre part, nous avons un ensemble d'autres règles qui ressortissent du droit international, et qui sont la résultante de l'adhésion du Cameroun à la civilité internationale et au droit humanitaire proprement dit. La conjugaison de ces deux niveaux de repères juridiques fonde la légitimité et la légalité de l'action du Cameroun en faveur des victimes des atrocités des rebelles terroristes et justifie la répression, par l'armée camerounaise, de ces derniers, dont l'action se retrouve à la fois socialement méprisée et juridiquement condamnée.

En interne, nous situons au sommet les dispositions de la constitution qui, en son préambule, dispose que l'État du Cameroun est une « République sociale »[11], qui garantit à tous ses citoyens la jouissance des droits fondamentaux, notamment le droit à la vie, à la sécurité, à l'éducation, à la santé et la liberté d'aller et de venir. Ces garanties constitutionnelles créent véritablement des obligations pour l'État, obligations dont le non-accomplissement pourrait constituer un motif de défiance populaire et de rupture de ce qu'Alice Sinzingre appelle « la crédibilité interne de l'État » [12]. Ainsi, une crise sociopolitique comme celle des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ne peut que galvaniser l'État à assumer véritablement ses fonctions de pourvoyeur principal des biens de première nécessité, et de garant en chef de l'ordre et de la sécurité. Autant le dire, « l'humanitaire » fait partie des compétences constitutionnelles de l'État camerounais, et son expression devient simplement plus spectaculaire en temps de crise[12].

[11] Cf. préambule de la constitution du Cameroun du 16 janvier 1996.
[12] La spectacularisation de l'humanitaire ici passe par la mise en avant de la figure du chef de l'Etat, à qui on attribue la totalité des actes de secours posés par le gouvernement, et dont l'image est travaillée dans les médias publics comme un être « magnanime », « à l'écoute du peuple », « très sensible à la souffrance des autres », etc.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Outre la constitution, il existe deux textes réglementaires qui organisent l'action humanitaire et l'assistance d'urgence de l'Etat dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest. On a d'une part le décret n° 2020/136 du 23 mars 2020 *portant création, organisation et fonctionnement du Comité du suivi de la mise en œuvre des recommandations du Grand dialogue national* et d'autre part l'Arrêté n°31/CAB/PM du 03 avril 2020 *fixant le cadre organique de mise en œuvre du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest, en abrégé « PPRD-NO/SO »*. Ces deux textes, qui sont en réalité les résultantes du Grand dialogue national[13], viennent préciser les compétences et les engagements de l'Etat dans l'assistance aux personnes civiles victimes des atrocités des sécessionnistes dans ces deux régions. Globalement, l'objectif est de réaliser trois missions fondamentales :

- la réhabilitation et l'aménagement des infrastructures de base;
- la revitalisation économique;
- la promotion de la cohésion sociale.

À la lecture de ces objectifs, la leçon qu'on pourrait tirer est que dans la communication gouvernementale et l'affichage officiel du discours humanitaire en faveur de ces deux régions, le gouvernement utilise la crise comme « ressource » de développement, et non seulement comme une « crise », au sens politique du terme, c'est-à-dire une simple rupture des équilibres sociaux, souvent négativement prise comme un « moment de tension, mettant en jeu brutalement les intérêts fondamentaux (de l'État), puis donnant lieu après l'épreuve de force à un relâchement de la tension et à une forme d'accord entre acteurs impliqués » [13].

Dans le second cas, celui de l'ordre juridique international, il faut précisément indiquer que le Cameroun est État membre des conventions de Genève de 1949 et de ses protocoles additionnels de 1977. Or, justement, même s'il ne s'agit pas d'une situation de guerre ou conflit armé international, la crise sécessionniste dans les deux régions en cause fait voir des actes et un comportement de guerre à tous égard. Dans ce sens, la référence aux quatre conventions de Genève et leurs deux protocoles additionnels permet d'accentuer une certaine rigueur d'action chez les militaires camerounais et une certaine responsabilité chez les décideurs.

Ainsi, ces conventions et protocoles successifs ont ceci d'important qu'ils « organisent les modalités de secours en faveur des victimes » [14] de cette crise. Spécifiquement, il faut relever la référence au Protocole II de 1977 qui insiste sur la règle de non intervention dans les affaires internes d'un Etat et le respect de sa souveraineté en temps de guerre civile ou de différend interne. Cet impératif du respect de la souveraineté est d'ailleurs en cohérence avec certaines dispositions onusiennes sur l'assistance humanitaire, notamment les résolutions 43/131 du 8 décembre 1988 et 46/182 du 19 décembre 1992 de l'Assemblée générale.

[13] Le Grand dialogue national est convoqué par le président Biya du 30 septembre au 04 octobre 2019. Il s'est déroulé au Palais des congrès de Yaoundé et a porté essentiellement sur la résolution de la crise anglophone.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Pour ce qui est du dispositif institutionnel, Le gouvernement camerounais a mobilisé un nombre varié d'institutions pour tenir sa stratégie de communication humanitaire dans la crise sécessionniste au Nord-ouest et au Sud-ouest depuis 2016. Outre les ministères de la défense et de l'Administration territoriale qui ont eu un rôle déterminant dans l'assistance humanitaire d'urgence et la reconstruction de certaines infrastructures de base, le gouvernement a reposé son action humanitaire sur divers organes définis dans son Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Ce Plan est placé sous la supervision du premier ministre et comprend les organes suivants : le Comité de pilotage (COPIL), la Coordination Nationale, les Comités Régionaux de Suivi et le Partenaire d'Exécution.

Par ailleurs, le gouvernement travaille avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en sa qualité de Partenaire d'Exécution, avec la collaboration de nombreuses organisations de développement sur place, notamment la *South West Development Authority* (SOWEDA), pour la Région du Sud-Ouest, et la *North West Development Authority* (MIDENO) pour la Région du Nord-Ouest. Cette collaboration est vouée à assurer une démarche inclusive dans l'exécution des missions assignées. Cette inclusion passe notamment par la collaboration avec les populations locales, à travers les deux organisations de développement précitées, dans le sens de l'identification des secteurs prioritaires à développer en urgence.

III.2. Les instruments mobilisés par le gouvernement pour dire l'humanitaire dans la crise anglophone

À ce niveau, le gouvernement a recouru à deux leviers principaux : les médias traditionnels et numériques d'un côté et le discours diplomatique de l'autre.

III.2.1. Les médias traditionnels

En commençant par les médias ordinaires, nous pourrons en distinguer deux catégories : la presse écrite et les médias audiovisuels. En effet, le gouvernement a su mobiliser les journalistes et communicateurs officiels des organes de presse gouvernementaux et progouvernementaux comme *Cameroon Tribune*, le Journal *l'Action* et le journal *l'Anecdote*. Le trait commun de ces organes est qu'ils sont globalement favorables à la ligne politique du gouvernement et ne portent rarement une critique à son action. Voici quelques-uns des titres sur la question pour s'en convaincre.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Colloquium on 60th Anniversary of Independence

PM Represents President Paul Biya

The Prime Minister Joseph Dion Ngute left Yaounde yesterday October 26, 2020 to take part in the International Colloquium on the theme: "De Gaulle and Brazzaville: A shared memory between France, Congo and Africa", in Congo Brazzaville from October 27-29, 2020. p.2

Cameroon tribune

Tuesday/Mardi

Drame de Kumba

Le réconfort de la Nation

Alors que la délégation interministérielle dépêchée sur le terrain arrive dans le chef-lieu du département de la Mémé ce jour, le président de la République a adressé hier une lettre de condoléances aux familles des victimes. Paul Biya condamne ces atrocités et rappelle qu'il a donné des instructions afin que tout soit fait pour mettre la main rapidement sur les auteurs de ce crime. pp.4-9

Surpopulation carcérale

A la recherche de solutions

Le sujet est au centre de la réunion annuelle des chefs de Cours d'appel et des délégués régionaux de l'administration pénitentiaire, ouverte hier à Yaoundé par le ministre d'Etat Laurent Esso. p.2

Professional Football League

High-Stakes General Assembly Underway

At a time clubs are bracing up for the next Elite One and Two football season in the country, Yaounde today October 27, 2020 hosts a general assembly of the Professional Football League amidst reticence of club presidents, unclear statutes and absence of FECAFOOT. p.30

Placements financiers et crypto-monnaie

Gare aux « multiplicateurs » d'argent !

A travers deux communiqués, la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale met le public en garde contre les activités non autorisées de certaines sociétés qui recrutent des épargnants attirés par l'appât du gain facile et rapide. Lire notre Focus. pp.12-13

Image : Edition de *Cameroon Tribune*, au lendemain de l'assassinat d'enfants dans une école de Kumba, dans le Sud-ouest (27 octobre 2020)

Cervical Cancer

Vaccine Creates Division

Since the start of the vaccination campaign against cancer of the cervix last October, opinion remains divided. While public health officials insist on the benfits of the vaccine, some religious denominations have expressed reservation. Read our Focus. pp.18-20

Cameroon tribune

Tuesday/Mardi

Sécurité dans le Sud-Ouest

Du renfort

Une mission conjointe de commandement conduite depuis hier à Buea et Kumba par le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, en vue de resserrer le dispositif de protection des personnes et des biens. Et aussi poursuivre la recherche des auteurs de la tuerie du 24 octobre. Trois suspects sur neuf déjà mis hors d'état de nuire. p.2

Grippe aviaire

Nouvelle alerte

Des foyers détectés dans plusieurs pays européens au cours du week-end dernier. Le Cameroun, qui importe beaucoup d'intrants d'Europe, prend déjà des mesures préventives (surveillance aux frontières, et suspension des importations de poussins, d'oeufs à couver...) pp.8-9

Electoral Materials

Ready For The Field

The materials that range from campaign and polling ballot papers, envelops to registration cards have been packaged and dispatching to the field began yesterday November 9, 2020 with the Far North Region. p.7

Eliminatoires CAN 2022

Les Lions déjà à l'ouvrage

En attendant d'être au complet avec les dernières arrivées, la sélection nationale a tenu sa première séance d'entraînement hier à Bepanda, dans la perspective du match contre le Mozambique, jeudi prochain. pp.30-31

Image : Edition de *Cameroon Tribune*, retour sur la riposte gouvernementale après l'assassinat d'enfants dans une école de Kumba, dans le Sud-ouest (27octobre 2020)

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

L'Action

300 FCFA

PRÉSIDENTIELLE 2018

L'Ajecim choisit Paul Biya

20 MAI 2018

Rdpc, chantre du vivre-ensemble

La célébration de la 46ème édition de la fête nationale de l'unité a été l'occasion pour le parti de Paul Biya de faire étalage aux quatre coins du Cameroun, de son ancrage territorial et sa haute considération des notions d'unité et d'intégration nationales.

NATIONAL DAY CELEBRATION

Cameroonians Shook-off Threats

In most areas of the two English-Speaking regions, Cameroonians celebrated National Unity, while the army fought-back attacks from armed separatists in a few localities.

Image : *L'Action*, premier numéro après la célébration de l'unité nationale le 20 main 2018

Pour ce qui est des médias audiovisuels, on note que le gouvernement a essentiellement mobilisé le groupe *Cameroon radio and television* (CRTV) pour communiquer sur la situation humanitaire dans ces deux régions. Ayant l'avantage d'être le groupe médiatique à capitaux publics, la CRTV a offert ses espaces radio et télé à l'ensemble des responsables gouvernementaux qui souhaitaient porter un message sur l'évolution de la situation humanitaire dans les deux régions[14]. Elle l'a fait avec des formats diversifiés, tantôt des interviews, tantôt des reportages spéciaux, tantôt des magazines d'information ou même des émissions de débat spécialement dédiées à cette situation.

En outre, il n'est pas superflu de relever que la presse privée a, marginalement, été mobilisée pour diffuser la communication gouvernementale sur la crise humanitaire dans le contexte de guerre sécessionniste d'obédience *ambazonienne*. Bien qu'elle ait souvent été invitée à des conférences de presse gouvernementales, la presse privée a subi une relégation au second plan dans la diffusion du message humanitaire du gouvernement. Dans une certaine mesure, une partie d'elle a même été accusée de « complicité »[15] avec les rebelles *ambazoniens* et d'intelligence criminelle avec les *leaders* de ces rebelles sur place au Cameroun ou à l'étranger. C'est le cas de journaux comme *La Nouvelle expression* et le journal *Le Jour*, ou encore d'une télévision comme *Equinoxe Tv*.

[14] En dehors des éditions de son journal de 20h30, elle a mobilisé ses équipes sur cette situation, notamment dans des émissions comme *Scènes de presse* et *Actualités Hebdo*.

[15] C'est le cas notamment du groupe *Equinoxe* qui a été mis en demeure par le ministre de la communication, René Sadi le 02 novembre 2020.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Dans un second plan, le gouvernement a su se déployer sur les plateformes numériques pour passer son message humanitaire. Bien que souvent désordonnée et très peu élaborées, les actions de communication du gouvernement dans les différentes pages de réseaux socio-numériques montrent qu'il y a eu une volonté d'être présents partout et d'atteindre un public plus large. Dans cet exercice, c'est l'armée camerounaise qui a le plus attiré notre attention, puisque c'est elle qui était au premier rang sur le terrain des opérations. Ainsi, elle a su se doter de pages d'influence et d'information sur *Facebook* qui ont pu donner régulièrement l'actualité de l'action du ministère de la défense sur le terrain. La principale de ces pages est dénommée « *Honneur et fidélité* »[16]. Elle recense toutes les actions de l'armée tant sur le théâtre des combats que sur l'action humanitaire d'urgence et de développement. C'est *via* elle que l'on sera informé de l'action du Bataillon d'intervention rapide (BIR), une unité spéciale de l'armée camerounaise en matière de reconstruction des ponts, écoles et hôpitaux détruits par les rebelles sécessionnistes. Cette même page nous a même renseigné que la BIR s'est substitué aux enseignants du secondaire dans certains cas pour éviter que les éléments des zones touchées par la crise vivent de longues périodes de déscolarisation.

III.2.2. Les médias numériques

Pour mieux discerner la communication dans les deux régions, le gouvernement camerounais a d'abord coupé puis réduit l'accès à Internet en 2017. Le retour de l'accès aux réseaux sociaux a permis à l'état d'utiliser cette vois pour mettre en œuvre des action humanitaire (Sébastian SEIBT, France 24).

Ainsi, l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC) assure pour le compte de l'État « la promotion et le suivi de l'action des pouvoirs publics en matière de Technologies de l'Information et de la Communication [ainsi que] la régulation, le contrôle et le suivi des activités liées à la sécurité des systèmes d'information et des réseaux de communications électroniques. L'agence de régulation des télécommunications (ART) est créée en 1998 est chargée de la régulation des moyens de communication. Il existe 4 principaux fournisseurs de télécommunications : MTN, Orange, Viettel/ Nexttel et l'entreprise nationale Camtel.

Selon AEDH, ritimo, Tournons La Page , DUVAL Virginie, POURCHIER Mathieu dans ritimo (décembre 2021) Pour une population de 26,5 Millions d'habitants avec une connexion mobile de 23,62 millions (90 %), 7,87 millions d'internaute (30 %) et 3,70 millions d'utilisation active des réseaux sociaux (14 % de pénétration).

[16] Lien de la page : https://www.facebook.com/search/top?q=honneur%20et%20fid%C3%A9lit%C3%A9%20-%20arm%C3%A9e%20camerounaise.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Par ailleurs, le chef de l'État a mis sur pied un organisme : la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (CNPBM) dans l'optique de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations.

- **Le discours diplomatique**

En dehors des instruments précités, le gouvernement camerounais a eu recours au discours diplomatique pour expliquer son action humanitaire dans la gestion de la crise sécessionniste dans les régions du Nord-ouest été Sud-ouest. En effet, il faut noter que le contexte de mondialisation fait qu'aucun État ne saurait vivre en autarcie, et ses problèmes, manifestement internes, subissent une internationalisation du fait de nombreux réseaux d'acteurs qui se mobilisent suivant leurs intérêts précis. Ainsi, la question humanitaire a pu être exploitée par les réseaux diasporiques[17], les ONGs internationales et des personnalités[18] célèbres pour questionner la capacité d'action du Cameroun et sa disponibilité à apporter des réponses adéquates aux défis humanitaires soulevées par la crise.

La mobilisation des couloirs diplomatiques a donc permis au gouvernement camerounais de compléter sa stratégie militaire par une stratégie verbale et discursive, vouée à influencer les positions et le regard international sur la crise. Cela a été le cas notamment au niveau de l'Union africaine (UA), de la Francophonie (OIF) et des Nations unies. Dans ces différents cercles de haute importance diplomatique pour le Cameroun, le gouvernement a instruit et défini un certain langage diplomatique à porter auprès des partenaires internationaux afin de les rassurer sur les capacités du Cameroun à soutenir et à relever les défis humanitaires nés de la crise sécessionniste dans ces deux régions. On se rappellera opportunément du discours très offensif de l'Ambassadeur représentant du Cameroun auprès des Nations unies, Tommo Monthe, qui, après avoir réitéré l'intransigeance du gouvernement camerounais dans la gestion de la crise en cause, à rappelé que le Cameroun « fait face à la sécession, au terrorisme, à l'insurrection, et il y fera face ! » [15] Cette ligne diplomatique a d'ailleurs été largement suivie par les amis et partenaires du Cameroun, notamment l'Afrique du Sud, le Gabon et la Côte d'Ivoire qui étaient tous membres non permanents du Conseil en 2019 où la question s'est posée à l'ONU[19].

[17] On pourrait mentionner à ce titre la *Brigade anti-sardinards* (BAS), qui est une association de ressortissants camerounais ouvertement opposés au régime en place au Cameroun, et agit dans une dynamique internationale dans les pays les plus importants d'occident (France, États-Unis, Belgique, Canada, Allemagne, Grande Bretagne notamment).
[18] Le Cardinal émérite Christian Tumi par exemple.
[19] « Au Cameroun, une situation humanitaire urgente, souligne l'ONU », Journal *Le Monde*, 14 mai 2019. Disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/14/au-cameroun-une-situation-humanitaire-urgente-souligne-l-onu_5461851_3212.html.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

Les prélèvements dès le 15 octobre

Douala
Producers Of Fake Wine Arrested

Doutes et suspicions sur les vaccins
La sensibilisation comme arme

Cameroon tribune

Monday/Lundi

Désinformation sur le Cameroun
Alerte à l'infox
De manière récurrente, des Camerounais installés au pays et à l'étranger propagent de fausses informations pour ternir l'image de leur pays. Le dernier fait en date est la production d'articles de presse truqués annonçant une prétendue intervention militaire d'un pays ami au Cameroun. pp.4-5

Cameroon – Belgium
Reaffirming Cooperation Ties
Speaking after an audience with Prime Minister Joseph Dion Ngute on Friday 9 October 2020, the new Belgian Ambassador to Cameroon, Eric Jacquemin said his country is ready to reinforce links between both nations. p.2

Offre spéciale rentrée scolaire 2020

Image : *Cameroon Tribune* du 12 octobre 2020 : le gouvernement fustige la désinformation sur le Cameroun

Conclusion

Au terme de notre réflexion, il faut retenir que la crise anglophone est révélatrice d'une transformation pratique et axiologique de la communication politique au Cameroun. Elle a résolument engagé les autorités à « changer » leur logiciel d'action publique, en remettant en avant les volets humanitaires et sociaux de leurs interventions. Cela montre que la question humanitaire au Cameroun intègre un schéma plus global de gestion de l'État, et constitue un paramètre de redéfinition de l'usage de la souveraineté interne. Dans le même temps, le discours humanitaire du Cameroun, en utilisant les supports habituellement dédiés à la propagande gouvernementale et à la campagne politique du chef de l'État, a permis aux gouvernés de « redevenir » la finitude de l'action publique. À travers une stratégie de communication qui a mêlé médias classiques et nouveaux, l'humanitaire a permis de flexibiliser sa centralité communicationnelle pour rejoindre les espaces de communication plus usités du grand public comme les réseaux socio-numériques.

En tout état de cause, nous en arrivons à comprendre que le cas camerounais suscite une réflexion théorique plus sérieuse sur les dynamiques de l'action humanitaire aujourd'hui. Un travail de déconstruction permettrait certainement d'enrichir la réflexion sur les pratiques humanitaires, et de mieux objectiver les notions de l'« humanitaire gouvernemental », la « diplomatie humanitaire » et la « souveraineté humanitaire ». En effet, cette analyse démontre la difficulté à laquelle se heurte le mouvement humanitaire dans des États qui cherchent encore à structurer et solidifier leur souveraineté et leur projection territoriale. Ici, la pratique de la communication s'affiche être un paravent non négligeable dans la relégation programmatique des urgences humanitaires par le gouvernement, avec le risque de « laisser » ce gouvernement pratiquer une « politique humanitaire » qui échappe aux principes fondamentaux de l'action humanitaire.

REFERENCES

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.

1. Cynthia Petrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun : un dialogue sans partenaires », *Notes de l'IFRI*, octobre 2019, p.11.

2. Denis Maillard, cité par Jessica Defferrard, Les enjeux de la communication dans le milieu humanitaire, Mémoire de Bachelor, Haute École de gestion de Genève, 2015. Disponible sur https://doc.rero.ch/record/258121/files/TDEE_Defferrard_Jessica.pdf.

3. Pascal Dauvin, La communication des ONG humanitaires, Paris, l'Harmattan, 2010.

4. Salomon Mickson Abenelang, « Crise humanitaire au Cameroun : esquisse d'analyse d'une action humanitaire obsédante », Les Cahiers de l'Acaref, n°5, vol.2, 2020, p.254-269.

5. Jean-Marie Duffau, Antoine Louvaris, Elisabeth Mella (Coord.), « Service public, Puissance publique : permanence et variations d'un couple mythique », in Mélanges en l'honneur de Monsieur le professeur Alain-Serge Mescheriakoff, Bruylant, 2013.

6. Ryfman Philippe, « Le nouveau dilemme humanitaire dans les conflits radicalisés anciens paradigmes, nouvelles réponses ? », *in* Dominique Kerouedan (dir.), Santé mondiale. Enjeu stratégique et jeux diplomatiques, Presses de Sciences Po, 2016, pp. 162.

7. Didier Fassin, « L'humanitaire contre l'Etat, tout contre », Vacarme, n° 34/1 ? 2006, p.15-19.

8. Sarah Collinson et Samir Elhawary, « Humanitarian Space. A Review of Trends and Issues », Working Paper ODI, 2012.

9. Ousmanou Nwatchock, « La politique publique de l'ordre et de la sécurité au Cameroun en situation de terrorisme de Boko Haram : entre monopole étatique, coopération internationale et ouverture au privé », en ligne.

10. Enow Meyomesse, Les grandes figures de l'histoire du Cameroun, Yaoundé, Edk Books, 2017.

11. Pélagie Chantal Belomo Essono, L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'Etat au Cameroun, Thèse de doctorat en Science politique, Institut d'Études Politiques de Bordeaux, février 2007, p. 40. Version numérique sur https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00306419 .

12. Alice Sindzingre, Etats et institutions d'aide en Afrique subsaharienne : éléments d'économie politique », in Yann Lebeau et al., Etat et acteurs émergents en Afrique, op. cit. p. 271-293, p. 279.

13. Philippe Moreau Defarges, cité par Jean-Louis Dufour, Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004), Bruxelles, Editions Complexe, 2004, p. 18.

14. Alain didier Olinga, « le cadre juridique de l'action humanitaire : aspects internationaux et réalités régionales », Enjeux, n°8, juillet-septembre 2001, p 7.*

15. Michel Tommo Monthe, ambassadeur du Cameroun auprès des Nations unies à New York, le 13 mai 2019, lors de la réunion informelle du Conseil de sécurité de l'Onu.

This publication is licensed under Creative Commons Attribution CC BY.